

# Lutte de classe

Ne serait-ce pas aussi le niveau de conscience politique de la majorité des masses qui poserait problème ? (IO 65)

**A la page 10** du numéro 65 d'*Informations ouvrières*, on peut lire dans une interview de Pascal Laurent, journaliste à *La Nouvelle République du Centre-Ouest* qui résume bien la situation :

*« J'ai signé l'appel (pour l'interdiction des licenciements - Lutte de classe) et j'approuve pleinement la démarche. Mais quand je vois que, sur 600 salariés, un tiers seulement s'est mobilisé pour s'opposer au « plan social », dont chacun sait pourtant qu'il va se traduire par des licenciements dès la fin septembre, j'avoue un certain scepticisme sur les chances de succès d'une initiative aussi forte, qui requiert un niveau de conscience très élevé d'une grande majorité de travailleurs, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. »*

C'est justement ce qui a semblé-t-il échappé aux dirigeants du POI ou la question qu'ils n'ont jamais été capables de traiter correctement, je pense également au PT, au PCI et à l'OCI.

J'ai déjà eu l'occasion de formuler à plusieurs reprises le même constat que Pascal Laurent.

Je ne pense pas que les dirigeants du POI n'en aient pas conscience, mais compte tenu qu'il était plus facile d'exister politiquement et de se développer à partir de 1947 en subordonnant leur activité aux revendications immédiates plutôt qu'au combat pour le socialisme, en privilégiant le combat syndical au détriment du combat politique, ils ont peut-être cru que ce combat seul suffirait à amener les masses sur le terrain du socialisme ou que spontanément elles se tourneraient vers le socialisme, alors qu'il allait les ancrer davantage au char du capitalisme, quand il ne traduisait pas déjà leur subordination à ce système économique.

Une telle erreur politique paraîtra sans doute totalement absurde tellement elle est grotesque à certains militants, car c'était manifestement tourné le dos à la réalité tout simplement, mais aussi des enseignements de Lénine qui expliquait que le combat pour le socialisme débordant le cadre étroit de l'entreprise ne pouvait être apporté que du « dehors », du parti, ce qui ne signifiait évidemment pas dans son esprit, qu'il aurait dû y avoir une rupture entre syndicat et parti dans le combat pour le socialisme.

Cette rupture viendra d'ailleurs, elle fut théorisée en France au congrès d'Amiens de la CGT en 1906, ensuite toutes les tendances du mouvement ouvrier s'en accommoderont sous des prétextes aussi opportunistes que fallacieux.

Elle servira notamment de modèle à P. Lambert, puis à ses successeurs jusqu'à nos jours qui allèrent plus loin encore, toujours dans la mauvaise direction, en substituant au combat contre les appareils des relations de soumission aux appareils, qui finalement allait aboutir logiquement à l'abandon du combat pour le socialisme, qui se traduira concrètement par la liquidation du PCI, dont le programme était devenu incompatible avec les liens qu'avaient tissé la direction du PCI avec les appareils et les institutions tout en voulant aller toujours plus loin dans cette voie, ce ne sont plus les preuves matérielles qui manquent pour le démontrer, processus qu'il démentira à l'époque en expliquant que la situation avait changé et qu'il fallait bien s'y adapter, d'où la création du PT...

Pire encore, le programme de la révolution socialiste était devenu incompatible avec le développement du capitalisme mondial, qui, ayant surmonté toutes ses crises depuis 1945, c'était dans la perspective d'un effondrement total du capitalisme que ne croiront plus Lambert-Gluckstein. Après avoir pronostiqué « l'imminence de la révolution » sans tenir compte de l'ensemble des facteurs économiques à l'échelle mondiale, voilà que la révolution était renvoyée aux calendes grecques, une erreur magistrale, une de plus et la plus terrible, car elle démontrait que ces dirigeants étaient incapables de tirer les leçons de leurs erreurs précédentes qui avaient exactement la même origine, et bien sûr de les corriger.

Cela signifiait clairement que Lambert et Gluckstein ne se positionnaient pas ou plus dans la perspective du socialisme, de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, c'était l'aveu qu'ils n'avaient plus confiance en elle pour accomplir cette tâche, ce que confiera un jour Lambert maladroitement à P. Broué en se moquant de

son fils, qui lui croyait encore dans la révolution socialiste, en lui répondant : « *il en est encore là* », ce qui signifiait que Lambert n'y croyait déjà plus depuis un moment, depuis quand au juste et pendant combien d'années il a pu ainsi bernier les militants de son organisation qui eux combattaient dans cette perspective, j'ai ma petite idée sur cette question et je ne m'en cache pas, mais je préfère ici laisser le soin à chaque militant d'y réfléchir.

La question est de savoir comment la « *majorité de travailleurs* » pourraient acquérir un « *niveau de conscience très élevé* » pour se mobiliser contre le régime et pas seulement pour la satisfaction d'une revendication sinon on reproduit à nouveau la même erreur. Pascal Laurent est plus trotskiste sans le savoir que nos trotskistes professionnels ! Trotsky avait expliqué qu'il faudrait que la classe ouvrière ait acquis un niveau de conscience très élevé avant d'envisager de se lancer à l'assaut du pouvoir.

En renouant avec l'espoir qu'un monde meilleur est possible.

Certes, mais cela ne suffit pas, sans théorie révolutionnaire pas de révolution, donc il faut que cet espoir soit porté ou s'identifie à une théorie, cette théorie ne peut être que le socialisme, puisque c'est la seule alternative possible à la barbarie capitaliste.

Certes, mais face à un appareil armé jusqu'aux dents, avec quoi vous préparez-vous à l'affronter, avec un bulletin de vote, en levant la main et s'en adressant ainsi aux représentants du capitalisme : messieurs vous avez conduit le pays à la faillite, veuillez s'il vous plaît nous céder la place sans faire de vagues ? Ou avec un parti de combattants révolutionnaires conscients et résolus à vaincre ou périr, capable de guider la classe, de gagner sa confiance, de la mener à la victoire sur son ennemi ?

**A la page 8**, vous pourrez lire que Pierre Jeanneney découvre que le mot d'ordre de l'interdiction des licenciements n'a jamais été réellement expliqué aux travailleurs, dont acte.

Attention il n'a fait qu'effleurer le sujet et manifester l'intention de résoudre un problème, rien ne dit qu'ils sauront comment s'y prendre. Je ne sais pas s'ils ont véritablement compris qu'il ne suffisait pas d'expliquer des positions ou un programme aux travailleurs, mais qu'il fallait déjà au départ les amener à penser que la politique ce n'était pas fait que pour les autres, que cela servait à quelque chose, que tout est politique, que si l'issue à la situation ne peut être que politique, faut-il encore les amener à croire qu'une issue existe, que c'est possible de vaincre et qu'on n'a pas d'autre alternative dans la vie que lutter ou se coucher...

Ce serait prétentieux de dire au POI de s'inspirer de la manière avec laquelle je tiens mes causeries, mais je pense sincèrement que poser des questions et des hypothèses en proposant des réponses pour alimenter la réflexion et la discussion, mettrait en confiance les travailleurs et les militants, avantage supplémentaire, elle permettrait aux militants de pouvoir vérifier par eux-mêmes la politique de leur parti, de chaque parti, si celle du POI était correcte, il n'y aurait aucune raison pour que ces militants n'y trouvent pas leur place.

Que les dirigeants du POI progressent dans cette voie en reprenant la méthode utilisée par les marxistes, en coupant les cheveux en quatre, huit, seize ou soixante-quatre s'il le faut, et si telle est véritablement leur intention, ils y verront plus clair ensuite et peut-être qu'enfin le POI parviendra à se mettre à la portée de la classe ouvrière pour l'aider à se saisir du socialisme comme objectif de son combat.

Pour qu'une telle évolution ou révolution se produise au sein du POI, il faudrait au préalable que ses dirigeants acceptent de discuter avec les militants qui ne partagent pas forcément leurs positions présentes ou passées, qu'ils acceptent de reconnaître leurs erreurs et qu'ils les corrigent, qu'ils parviennent à concevoir qu'ils ne détiennent pas la vérité, et qu'à l'occasion d'autres militants peuvent faire preuve de perspicacité ou disposent d'une puissance d'analyse qui mérite qu'on s'y intéresse, cela nécessiterait de leur part un effort de modestie auquel ils ne sont pas accoutumés, ce serait un formidable témoignage pour tous les militants, bien au-delà du POI, de leur volonté sortir le mouvement ouvrier de l'impasse dans laquelle il se trouve et qui le conduit tout droit à l'abîme.

Vous aurez constaté que si je porte un regard critique peut-être un peu féroce sur les dirigeants du POI et leur politique (en remontant jusqu'à l'OCI), ils le méritent amplement selon moi, en revanche j'explique sur quoi il repose en faisant des propositions, en ne fermant jamais la porte à une évolution positive du POI et à la discussion que je sais d'avance impossible avec eux, puisqu'ils me haïssent littéralement à cause du site. S'ils avaient fait ce boulot au lieu d'en laisser le soin à un autre, ce qui devait forcément arriver un jour, là

encore ils ont manqué sérieusement de perspicacité, nos rapports n'en seraient peut-être pas là, ils n'ont qu'à s'en prendre qu'à eux-mêmes.

Bon, personne n'est parfait, j'ai été forgé à la rude école du milieu ouvrier et la société ne m'a jamais fait de cadeaux, Lénine n'était ni le Petit père des peuples ni le Père Noël, et au prix où doit être la dentelle, c'est un luxe hors de ma portée. Si mon langage ou ma tournure d'esprit choque des militants du POI, je leur rappelle que le rayon dentelle se trouve à la Libre Pensée et qu'ils se sont trompés d'adresse.

Pour conclure, je réponds plus précisément à la question qu'a soulevée Pascal Laurent, dans l'article intitulé *Réflexions politique* du 24 septembre 2009.

Il a formulé de son côté le même constat que moi sans en tirer tous les enseignements nécessaires, mais c'est normal. Il est parti de la réalité et non de ses désirs ou je ne sais quelle théorie, pour exprimer son scepticisme face au mot d'ordre de l'interdiction des licenciements, qui entre nous est une aberration totale. Si je l'ai soutenu, c'était en le plaçant dans une perspective politique qui ne laissait plus place à la moindre illusion quant à sa réalisation.

Dans le journal de Pascal Laurent, seulement un tiers des travailleurs se sont mobilisés contre le plan de licenciements de la direction. Que faut-il en déduire ? Manifestement, il pense que les deux tiers restants sont résolus à la fatalité qu'ils ne pourront pas empêcher ces licenciements, quelles que soient les actions qu'ils entreprendront. On ne peut pas leur donner tort sachant que rien ni personne n'a jamais pu jusqu'à présent s'opposer victorieusement à la fermeture programmée d'une entreprise ou à un plan de licenciements. D'un autre côté, on ne peut pas leur donner raison et accepter une défaite sans combats.

La question n'est pas de savoir pourquoi ce genre de situation se termine toujours de la même manière, on ne peut pas remettre en cause les fondements du capitalisme d'un coup de baguette magique et de façon isolée, mais plutôt pourquoi la classe ouvrière n'a jamais pu en tirer les leçons pour commencer à rompre avec le capitalisme et se rapprocher du socialisme, pourquoi on n'a jamais pu construire ce foutu parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui. Toute la situation ne nous ramènerait-elle pas à cette unique question ?

Le combat pour le socialisme ne se réduit pas à mettre en avant un programme transitoire de mesures ou de revendications comme le font tous les partis, il doit se concentrer contre l'Etat et ses institutions dans la perspective de les abattre, dans la perspective d'un Etat ouvrier

Prenez le temps nécessaire pour lire attentivement le dernier numéro d'*Informations ouvrières* et dites-moi où vous trouvez clairement exprimée cette orientation. Nulle part, absolument nulle part.

**A la page 2** Carine Weber termine son article ainsi : « *Ne faut-il pas aujourd'hui exiger l'interdiction des licenciements ? Ne faut-il pas nationaliser les banques et les grandes entreprises sans indemnité ni rachat ? Ne faut-il pas aujourd'hui simplement être vraiment socialiste ? Le Parti ouvrier indépendant se bat pour l'avènement du socialisme, pour la République et la démocratie.* ».

Autrement dit, elle passe de peu à côté de l'essentiel. Après ne vous étonnez pas que le niveau théorique des militants soit ce qu'il est et que la conscience politique des lecteurs de ce journal n'évolue pas davantage que celle des masses.

